

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 21/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VEOLIA AGRICULTURE FRANCE

1 Rue de la Fontainerie
62000 Arras

Références : UID11/66-C3-2026-019
Code AIOT : 0018200036

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2026 dans l'établissement VEOLIA AGRICULTURE FRANCE implanté LE RATIER PLATEFORME BIOTERRA CAP DE PLA 11100 Narbonne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le contexte de l'épisode d'intempéries significatives qui a débuté le 18 janvier, touchant en particulier le secteur du Narbonnais, le bassin de rétention des eaux de ruissellement de la plateforme de compostage Bioterra a débordé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VEOLIA AGRICULTURE FRANCE
- LE RATIER PLATE FORME BOITERRA CAP DE PLA 11100 Narbonne
- Code AIOT : 0018200036
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BIOTERRA, filiale de VEOLIA AGRICULTURE FRANCE, exploite une unité de compostage de déchets non dangereux (compostage de déchets verts et de boues issues de STEP) sur le territoire de la commune de NARBONNE depuis 2004.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Eaux de ruissellement	AP Complémentaire du 03/08/2023, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Déclaration et rapport	Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 2.5.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Eaux de ruissellement	AP Complémentaire du 03/08/2023, article 4	Sans objet
3	rejet d'eaux	AP Complémentaire du 03/08/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le contexte de l'épisode d'intempéries significatives qui a débuté le 18 janvier, touchant en particulier le secteur du Narbonnais, le bassin de rétention des eaux de ruissellement de la plateforme de compostage Bioterra a débordé. Les rejets des eaux de ruissellement susceptibles d'être pollués dans le milieu naturel avait été interdit par arrêté préfectoral du 3 août 2023.

L'exploitant a prévenu l'inspection des installations classées du rejet accident des eaux de ruissellement environ 2 jours après le début du débordement du bassin. Il est demandé à l'exploitant de prévenir l'inspection des installations classées immédiatement si ce type d'évènement devait se reproduire. Un rapport d'accident devra être transmis.

Suite à l'inspection du 16 juillet 2025, il a été formellement demandé à l'exploitant agrandir son bassin pour atteindre un volume d'au moins 1680 m³ sous 6 mois.

Le bassin n'ayant pas été agrandi, un arrêté préfectoral portant imposition de mesures immédiates d'urgence prises à titre conservatoire et de mise en demeure a été pris en date du 21 janvier 2026. l'exploitant est mis en demeure de procéder à l'agrandissement du bassin de rétention des eaux de ruissellement afin de disposer d'un volume total de rétention de 1680 m³ minimum dans un délai de 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux de ruissellement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/08/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, rejet accidentel
Prescription contrôlée : [...] Tout rejet accidentel d'eaux polluées et d'eaux résiduelles au milieu naturel doit être porté à la connaissance de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : L'exploitant a informé par courriel le lundi 19 janvier en fin de journée l'inspection des installations classées qu'un débordement du bassin de rétention était en cours depuis le dimanche 18 janvier 00h30. Les eaux de ruissellement sur le site ont été rejetées dans le milieu naturel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'informer immédiatement l'inspection des installations classées dès qu'un rejet accident d'eaux est constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Eaux de ruissellement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/08/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, capacité du bassin de récupération
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant s'assure que la capacité du bassin de récupération des eaux du site permette d'accueillir à tout moment les eaux de ruissellement lors d'épisodes orageux sans risque de débordement. [...]
Constats : Suite à l'inspection du 16 juillet 2025, il a été formellement demandé à l'exploitant agrandir son bassin pour atteindre un volume d'au moins 1680 m3 sous 6 mois. Lors de l'inspection, il a été constaté l'absence de travaux. L'exploitant a indiqué ne pas prévoir d'agrandir le bassin avant mars 2027.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Un arrêté préfectoral portant imposition de mesures immédiates d'urgence prises à titre conservatoire et de mise en demeure de la société VEOLIA AGRICULTURE FRANCE a été pris en

date du 21 janvier 2026. L'exploitant est mis en demeure de procéder à l'agrandissement du bassin de rétention des eaux de ruissellement afin de disposer d'un volume total de rétention de 1680 m³ minimum dans un délai de 3 mois, selon le calcul de dimensionnement qu'il a fourni dans sa transmission du 26 juin 2024 et du 20 août 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : rejet d'eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/08/2023, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, rejet d'eaux

Prescription contrôlée :

[...]

Tout rejet d'eaux autres que les eaux de toiture vers le milieu naturel est interdit.

[...]

Les eaux de voiries et de percolation de la zone d'entreposage des déchets verts, de la zone de stockage du compost mûr et de la zone de la plate-forme de broyage de bois, sont dirigées vers un point bas pour être traitées par un débourbeur/déshuileur avant rejet vers le bassin de collecte des eaux du site

Les eaux du reste des voiries sont collectées par des caniveaux en béton et envoyées, tout comme le restant des eaux de condensats du bâtiment de compostage, vers un débourbeur/déshuileur puis rejetées vers le bassin de collecte des eaux du site.

Tout rejet d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées directement vers le milieu naturel est interdit

[...]

Constats :

L'exploitant a indiqué qu'il n'y avait eu aucun rejet des lixiviats et eaux de process. Lors de l'inspection, il a été constaté au moins 1 m de garde dans la cuve béton contenant les lixiviats.

Il a été constaté un écoulement provenant de la plateforme extérieure de stockage du compost se dirigeant vers un caniveau à l'intérieur du site pour ensuite se déverser dans le bassin.

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis des précisions et des justificatifs sur le fonctionnement de la collecte des eaux de ruissellement sur son site.

Suite à l'interdiction de tout rejet d'eaux de ruissellement dans le milieu naturel, l'ancien point de rejet dans le milieu naturel des eaux de ruissellement de la plateforme haute d'entreposage du compost a été supprimé. Le séparateur d'hydrocarbures a été enlevé et le point de rejet avec la conduite a été terrassé. Le débourbeur a été conservé et les eaux sont dorénavant orientées par caniveau vers le bassin de rétention.

Les eaux de ruissellement sur la partie basse du site sont collectées par un caniveau qui longe le bassin de rétention pour être ensuite dirigées vers un débourbeur, un regard avec 2 vannes pour finir dans le bassin. L'ancien séparateur d'hydrocarbures qui permettait le rejet dans le milieu naturel par surverse n'est plus relié ni utilisé.

L'exploitant a précisé que le conduit de surverse du débourbeur à proximité du bassin était condamné.

Lors de l'inspection, il a été constaté, au niveau du regard, la fermeture de la vanne qui amène les eaux du débourbeur au séparateur d'hydrocarbures et l'ouverture de la vanne qui amène les eaux au bassin.

L'ouverture en haut du bassin, à coté de la rampe d'accès, était bouchée par de la mousse polyuréthane.

Des eaux noires stagnaient au niveau du portail situé en contrebas du bassin, montrant que débordement du bassin avait eu lieu à cet endroit.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra condamner définitivement la vanne qui amène les eaux de ruissellement du débourbeur au séparateur d'hydrocarbures afin d'éviter toute ouverture éventuelle.

Des justificatifs précisant la condamnation du conduit de surverse du débourbeur situé à proximité du bassin sont attendus.

L'ouverture en haut du bassin, à coté de la rampe d'accès, devra être condamnée définitivement.

La surverse du séparateur d'hydrocarbures, même s'il n'est plus utilisé, devra être condamnée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déclaration et rapport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2009, article 2.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées environ 2 jours après le débordement du bassin et le rejet accidentel des eaux de ruissellement dans le milieu naturel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra transmettre un rapport d'accident précisant l'ensemble des informations mentionnées dans l'arrêté préfectoral portant imposition de mesures immédiates d'urgence prises

à titre conservatoire et de mise en demeure de la société VEOLIA AGRICULTURE FRANCE daté du 21 janvier 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois